



COMPTE-RENDU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 FÉVRIER 2017

Nombre de conseillers en exercice : 29 – Présents : 25 – Votants : 26

L'an deux mille dix-sept, le treize février, le Conseil Municipal de la commune de VILLE-LA-GRAND, dûment convoqué, s'est réuni, en séance obligatoire, à la Mairie de VILLE-LA-GRAND, sous la présidence de Madame Nadine JACQUIER - Maire

MEMBRES PRESENTS : JACQUIER Nadine, MILLERET Marie-Jeanne, LAPERROUSAZ Maurice, CLAUDE Josette, LETESSIER Alain, ALBORINI Marie-Odile, SOCQUET-JUGLARD Joseph, LUY Jean-Claude, PERILLON Marcel, LAVERGNAT Catherine, ROPHILLE Pascal, JOLY Laurent, LANGLOIS Odile, CAVAZZA Paola, FRANCOIS Sophie, VERDONNET Christian (arrivée à 20h55), TROLAT Hervé, DEBUY Nathalie, SERIKOFF Sonia, LASSAUGE Gérard, MANZO Danièle, DE CHIARA Daniel, CALLOUD-MAISONNEUVE Dominique, BIOTTEAU Christian, D'ALIMONTE Concetta

EXCUSÉS AYANT DONNÉ POUVOIR : VINCENT Christian (pouvoir à DE CHIARA Daniel)

ABSENTS EXCUSÉS : BARDET Raymond, LOCHON Didier, GUYON-GELLIN Jeanick

Paola CAVAZZA a été élue secrétaire de séance par le conseil municipal.

En outre, il a été décidé d'adjoindre à ce secrétaire, en qualité d'auxiliaire pris en dehors du Conseil Municipal, Madame Cécile BERTRAND, Secrétaire de la Direction générale.

Madame la Maire constate que le quorum est atteint.

La séance débute à 20h02.

INFORMATIONS

➤ COMPTE RENDU DES COMMISSIONS MUNICIPALE ET COMMUNAUTAIRE

➤ DECISIONS

- Décision n°17-001 : ALIENATION - Vente tondeuse KUBOTA
- Décision n°17-002 : MARCHE PUBLIC – Contrat de cessions : Animation musicale – Manifestation CONTEST du 25/09/16
- Décision n°17-004 : DROIT DE PREEMPTION URBAIN – Renonciation Propriété ZERARI
- Décision n°17-005 : ENSEIGNEMENT – Contrat d'analyses microbiologique et chimique – Ecole des Pottières
- Décision n°17-006 : ENSEIGNEMENT – Contrat d'analyses microbiologique et chimique – Ecole de Cornières
- Décision n°17-007 : ENSEIGNEMENT – Contrat d'analyses microbiologique et chimique – restaurant scolaire
- Décision n°17-009 : AUTRE DOMAINE DE COMPETENCE – Rétrocession d'une case de columbarium – Mme BIJL Françoise

➤ LISTE DES MARCHES PUBLICS CONCLUS EN 2016

Délibération n°17-020 : FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES – Approbation du procès-verbal de la séance du 16 janvier 2017

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-23 ;

CONSIDÉRANT le Conseil municipal réuni en date du 16 janvier 2017 ;

Madame la Maire propose l'approbation du procès-verbal de la séance du 16 janvier 2017 dont chaque conseiller municipal a été destinataire.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITÉ ;**

APPROUVE le procès-verbal de la séance du 16 janvier 2017.

Délibération n°2017-021 : FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES – Création d'une commission communale « Communication »

VU l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT la nécessité de créer une commission communale « Communication » ;

Madame la Maire propose à l'Assemblée de procéder à la création d'une commission « Communication », d'en fixer le nombre de membres et d'élire ceux-ci à la représentation du Conseil municipal.

Après accord de l'ensemble des conseillers, le vote est effectué à main levée.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITE ;**

APPROUVE la création de la commission « Communication ».

FIXE le nombre de membres de la commission « Communication » à 8 à la proportionnelle représentative du Conseil municipal.

DESIGNE les représentants du Conseil municipal au sein de la commission « Communication » tels que ci-dessous :

MEMBRES	Nadine JACQUIER, Maire
	Marcel PERILLON
	Jeanick GUYON-GELLIN
	Odile LANGLOIS
	Paola CAVAZZA
	Hervé TROLAT
	Gérard LASSAUGE
	Daniel DE CHIARA

Madame la Maire est présidente de droit.

Délibération n°2017-022 : INTERCOMMUNALITE – Mise à jour des statuts d'Annemasse - Les Voirons - Agglomération

Par délibération du 6 juillet 2016, le Conseil Communautaire d'ANNEMASSE AGGLO a adopté les statuts et l'intérêt communautaire du futur pôle métropolitain du Genevois Français en voie de concrétisation.

Les statuts actuels d'ANNEMASSE AGGLO intègrent la totalité des compétences qui seront ainsi déléguées au pôle métropolitain. Toutefois, ANNEMASSE AGGLO propose d'adopter une rédaction de ses statuts plus précise en ce qui concerne le volet coopération transfrontalière.

De plus, suite à de nombreuses évolutions législatives intervenues au cours des dernières années et entrées notamment en vigueur au 01/01/2017, les statuts d'ANNEMASSE AGGLO nécessitent également une mise à jour visant à intégrer les nouvelles obligations d'une Communauté d'Agglomération en matière d'exercice de compétences obligatoires telles que prévues à l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il s'agit principalement de l'élargissement du champ des compétences en matière de développement économique avec la disparition de la faculté de restreindre l'intervention d'une Communauté d'Agglomération aux seules actions définies d'intérêt communautaire.

En matière d'aménagement de l'espace communautaire, la nouvelle rédaction prend acte de la possibilité d'intervenir en matière de PLU mais dans les conditions de mise en application prévues par l'article 136 II de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2016 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Toujours dans la rubrique aménagement de l'espace communautaire, les nouveaux statuts projetés font également référence à l'organisation de la mobilité, champ de compétence plus large que l'organisation des transports.

Des compétences, précédemment déjà exercées par ANNEMASSE AGGLO, sont dorénavant obligatoires et apparaissent donc comme tel dans les nouveaux statuts. Il s'agit des compétences en matière d'accueil des gens du voyage ainsi que la collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

A cette occasion, ANNEMASSE AGGLO propose d'exprimer plus précisément d'autres projets ou actions déjà engagées en déclinaison de compétences obligatoires ou optionnelles mais aussi dans d'autres compétences. Il s'agit par exemple d'interventions en matière de plan climat-air-énergie, de transition énergétique, dans le domaine des espaces naturels et agricoles.

Aussi, par délibération du Conseil de la Communauté en date du 18 janvier 2017, ANNEMASSE AGGLO a approuvé, à l'unanimité, de nouveaux statuts.

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-17 et L. 5211-5, ce projet de statuts est soumis à l'accord du conseil municipal de chaque commune membre d'ANNEMASSE AGGLO.

Chaque conseil municipal dispose d'un délai de trois mois maximum, à compter de la notification au Maire de la commune de la présente délibération, pour se prononcer sur ce transfert. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

L'accord des communes membres doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population concernée.

Enfin, l'intérêt communautaire, qui viendra en déclinaison des statuts d'ANNEMASSE AGGLO à chaque fois que le recours à cette possibilité est expressément prévu par les textes, sera défini par une délibération du Conseil Communautaire dans les conditions de majorité requise une fois que la présente procédure de mise à jour des statuts sera achevée.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITE ;**

APPROUVE le projet de statuts modifiés d'ANNEMASSE AGGLO, ci-annexé.

AUTORISE Madame la Maire à effectuer toute autre formalité nécessaire à l'exécution de la présente.

Délibération n°2017-023 : TRANSACTIONS/PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL – Conclusion d'un protocole transactionnel avec la société HERSAND MULTISERVICES titulaire du marché public n°15-19 – Lot n°1 : Entretien des locaux

VU l'article 2044 du Code Civil ;

VU la circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;

VU la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits ;

Madame la Maire expose au Conseil municipal que dans le cadre du marché de service pour l'entretien des locaux communaux, la société HERSAND MULTISERVICES s'est vu attribuer le lot n° 1 : Entretien des locaux pour lequel un ordre de service lui a été notifié en date du 9 septembre 2015.

Ce marché public est un marché à bons de commande avec un minimum de commande fixé à 8 333,00 € HT soit 10 000,00 € TTC et un maximum fixé à 175 000,00 € HT soit 210 000,00 € TTC. L'offre de la société HERSAND MULTISERVICES s'élevait à 104 054,17 € HT soit 124 864,96 € TTC. Le marché a été conclu pour une durée de 12 mois non renouvelable.

Un avenant n°1 est intervenu en date du 31 août 2016 prolongeant la durée initiale du marché de trois mois afin de permettre la continuité des prestations dans l'attente de l'attribution du nouveau marché. Ainsi, l'échéance du marché était repoussée au 30 novembre 2016. La prolongation du marché a été encadrée financièrement avec un montant minimum de commandes fixé à 10 000,00 € HT soit 12 000,00 € TTC et un montant maximum fixé à 55 000,00 € HT soit 66 000,00 € TTC.

Le marché initial ayant dépassé le montant maximum de commande fixé à 210 000,00 € TTC, les factures de l'été 2016 ont été mandatées en utilisant l'avenant n°1.

Le montant maximum de commandes autorisé par l'avenant a été atteint mais il reste des factures en attente de paiement correspondant à des prestations réellement effectuées en fin d'année 2016 pour un montant de 71 985,00 € HT soit 86 382,00 € TTC.

Le montant maximum de commandes du marché initial et de l'avenant n°1 ayant été atteint, le marché public a automatiquement pris fin de plein droit. De ce fait, les factures en attente ne peuvent plus être rattachées au marché public.

Madame la Maire demande au Conseil municipal :

- d'approuver le protocole transactionnel afin de prévenir tout contentieux avec la société HERSAND MULTISERVICES pouvant résulter des faits exposés,
- de l'autoriser à signer le présent protocole ainsi que tout acte afférent au dossier,

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITÉ ;**

APPROUVE le protocole transactionnel entre la commune de Ville-la-Grand et la société HERSAND MULTISERVICES et le versement d'une indemnité totale de 71 985,00 € hors taxes soit 86 382,00 € toutes taxes comprises ;

AUTORISE Madame la Maire à signer le présent protocole transactionnel et tout acte afférent au dossier.

Délibération n°2017-024 : AUTRE DOMAINE DE COMPETENCE DES COMMUNES – Approbation de la convention de mandat portant sur l'enregistrement des demandes de logement locatif social pour 2017 - PLS-ADIL 74

Madame la Maire propose de renouveler la mission de PLS-ADIL 74 pour l'enregistrement des demandes de logement social dans le fichier national (SNE) pour 2017. Cette convention est conclue pour le 1^{er} semestre 2017. La mission de PLS-ADIL74 consiste à enregistrer les demandes de logement social qui lui sont transmises et visées par le mandant.

Au titre de l'exécution de la présente convention, la commune ne verse aucune participation financière.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITÉ ;**

ACCEPTE la proposition de Madame la Maire.

AUTORISE Madame la Maire à signer cette convention tous les documents relatifs à ce dossier.

Délibération n°2017-025 : ENSEIGNEMENT – Approbation de la convention d'occupation du gymnase Paul Langevin à Ville-la-Grand pour la saison sportive 2016-2017 - Annemasse Agglo

Madame la Maire propose la signature d'une convention entre la collectivité et la communauté d'Agglomération Annemasse – les Voirons- Agglomération dénommée Annemasse Agglo.

Annemasse Agglo met à disposition de la commune l'équipement sportif Gymnase Paul Langevin situé à proximité du collège à Ville-la-Grand.

Cette convention a pour objet de fixer les conditions de mise à disposition. La mise à disposition s'effectue à titre gratuit pour le créneau du vendredi soir de 17h45 à 19h45. La convention est conclue à compter de sa signature et jusqu'au 31/08/2017.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITÉ ;**

ACCEPTE les termes de cette convention entre la commune et Annemasse Agglo.

AUTORISE Madame la Maire à signer la convention ainsi que tout document afférent au dossier.

Délibération n°2017-026 : AUTRE DOMAINE DE COMPETENCE DES COMMUNES – Approbation de la convention relative à l'exercice des fonctions d'assistant d'éducation en dehors du temps scolaire avec l'Education nationale de la Haute-Savoie

Madame la Maire propose la signature d'une convention entre la collectivité et l'Education Nationale de la Haute-Savoie.

Celle-ci a pour objectif de fixer les modalités des fonctions d'assistant d'éducation en dehors du temps scolaire.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITÉ ;**

ACCEPTE les termes de la convention entre la collectivité et l'Académie de Grenoble, direction des services départementaux de l'éducation nationale.

AUTORISE Madame la Maire à signer la convention ainsi que tout document afférent au dossier.

Délibération n° 2017-027 : AUTRE DOMAINE DE COMPETENCE DES COMMUNES – Approbation de la convention relative à l'exercice des fonctions d'accompagnant d'élèves en situation de handicap en dehors du temps scolaire avec le Lycée des Glières à Annemasse

Madame la Maire propose la signature d'une convention entre la collectivité et le Lycée des Glières d'Annemasse.

Celle-ci a pour objectif de fixer les modalités des fonctions d'accompagnement d'élève en situation de handicap en dehors du temps scolaire.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITÉ ;**

ACCEPTE les termes de la convention entre la collectivité et le Lycée des Glières d'Annemasse représenté par le proviseur Jean-Luc MASSE

AUTORISE Madame la Maire à signer la convention ainsi que tout document afférent au dossier.

Délibération n°2017-028 : FISCALITE – Majoration de la Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires

Jusqu'en 2016, en vertu des dispositions de l'article 1407 ter du Code Général des Impôts (selon la version applicable jusqu'au 31/12/2016), dans les communes situées dans les zones immobilières tendues mentionnées au premier alinéa du I de l'article 232 du code précité, le conseil municipal pouvait, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis du code précité (avant le 1er octobre N - 1 pour une application au 1/01/N), majorer de 20 % la part de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale lui revenant.

Le produit de la majoration de 20 % sur la part communale est versé au profit de la commune l'ayant instituée.

La loi de finances pour 2017, art 97 a modifié le dispositif existant.

A compter du 1^{er} janvier 2017, en vertu des dispositions de l'article 1407 ter du CGI modifié par la loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 - art. 97 (V), les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au premier alinéa du I de l'article 232 du code précité, peuvent majorer de 5 % à 60 % la part de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale leur revenant.

Madame la Maire propose de majorer la part de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale de 30 %.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITÉ ;**

DECIDE de majorer la part de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale de 30 %. La recette sera inscrite au chapitre 73 du budget général 2017.

Délibération n°2017-029 : DIVERS – Règlement d'une amende pour excès de vitesse

Madame La Maire propose de procéder au règlement d'une amende pour excès de vitesse à titre exceptionnel pour un montant de 431,47 €.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITÉ ;**

DECIDE de procéder au règlement d'une amende pour excès de vitesse à titre exceptionnel pour un montant de 431,47 €. La dépense sera inscrite au chapitre 67 du budget général 2017.

Délibération n°2017-030 : DOCUMENT D'URBANISME – Révision générale du Plan Local d'Urbanisme

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 et suivants, L. 152-1 et suivants, L. 153 et suivants, L. 101-1 à L. 101-3, L. 103-2 à L. 103-4, et R.153-1 et suivants ;

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains, dite loi SRU ;

VU la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'Urbanisme et l'Habitat, dite loi UH ;

VU la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle II » ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à l'Urbanisme Rénové, dite loi « ALUR » ;

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, dit loi LAAF ;

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

VU l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du Code de l'Urbanisme ;

VU le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme ;

VU le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la région d'Annemasse approuvé le 28 novembre 2007 par le Comité Syndical du SEGH ;

VU la délibération n°C-2015-0054 du Conseil Communautaire d'Annemasse-les Voirons Agglomération, structure compétente pour mettre en œuvre et réviser le SCoT, prescrivant la révision du Schéma de Cohérence Territoriale en date du 25 février 2015 ;

VU la délibération n°C-2012-107 du Conseil Communautaire d'Annemasse-les Voirons Agglomération approuvant le Plan Local de l'Habitat en date du 23 mai 2012 ;

VU la délibération n°C-2014-0027 du Conseil Communautaire d'Annemasse-les Voirons Agglomération approuvant le Plan de Déplacements Urbains en date du 26 février 2014 ;

VU la délibération n°C-2016-044 du Conseil Communautaire d'Annemasse-les Voirons Agglomération approuvant le Plan Climat Air Energie Territorial en date du 30 mars 2016 ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 13 novembre 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Ville-la-Grand, ayant fait l'objet des procédures suivantes :

- Modifié le 04 janvier 2008, le 08 août 2010 ;
- Modifié et révisé le 13 février 2012, le 09 septembre 2013 ;
- Modifié le 24 février 2014, le 13 juin 2016 ;

Madame le Maire expose le projet de mise en révision générale du Plan Local d'Urbanisme de Ville-la-Grand.

La commune dispose aujourd'hui d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 novembre 2006. Celui-ci a fait par la suite l'objet des révisions et modifications citées précédemment, pour permettre la mise en œuvre de la politique communale en termes d'aménagement du territoire. Le SCOT de la région d'Annemasse a été approuvé le 28 novembre 2007 par le Comité Syndical du SEGH. Aussi, les orientations prescrites par ce document à portée supra communale n'ont pas pu être intégrées à la rédaction initiale du document de Plan Local d'Urbanisme communal approuvé le 13 novembre 2006.

Les procédures de modification et de révision du Plan Local d'Urbanisme intervenues entre 2006 et 2016 ont notamment contribué à corriger certains éléments du Plan Local d'Urbanisme identifiés comme relevant d'une incompatibilité avec le SCOT, particulièrement en termes de mixité sociale et d'aménagement commercial. Ces modifications ont également contribué à faire évoluer le règlement du Plan Local d'Urbanisme en fonction des articles contenus dans la loi ALUR, en particulier l'article 157 qui participait à modifier l'article L. 123-1-5 du Code de l'Urbanisme et à supprimer le COS.

Cependant, le Plan Local d'Urbanisme doit aujourd'hui évoluer pour intégrer de nouvelles dimensions du projet urbain, poursuivre le processus de mise en compatibilité avec le SCOT de la région d'Annemasse mais également avec le Plan Local de l'Habitat (PLH) et le Plan de Déplacement Urbain (PDU) d'Annemasse Agglo et décliner plus exhaustivement les orientations générales de celui-ci, en travaillant notamment sur :

- la préservation des espaces naturels,

- la densification et le renouvellement urbain qualitatifs,
- la poursuite des dispositions en matière de mixité sociale,
- les dispositions pour l'aménagement commercial,
- la protection des cônes de vue, des perspectives et coupures d'intérêt paysager,
- la qualité environnementale et l'intégration paysagère des urbanisations.

De manière générale, la commune doit également intégrer :

- la mise en compatibilité de son document de planification urbaine avec le Plan Climat Air Energie Territorial approuvé le 30 mars 2016,
- les nouvelles exigences issues notamment de la loi Engagement National pour l'Environnement (loi ENE du 12 juillet 2010), de la loi pour un Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (loi ALUR du 24 mars 2014), de la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF), de la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (loi Macron), de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, de l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du Code de l'Urbanisme et du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme.

Pour répondre à ces enjeux, il convient d'engager une procédure de révision générale du Plan Local d'Urbanisme. C'est l'opportunité pour la commune d'encadrer son développement futur en compatibilité notamment avec les dispositions du SCOT de la région d'Annemasse, le Plan Local de l'Habitat et plus particulièrement ses objectifs en matière de mixité sociale, les dispositions du Plan de Déplacements Urbains et le Plan Climat Air Energie Territorial.

Cette vision à moyen/long terme du devenir du territoire permettra notamment à la commune de maîtriser son urbanisation future ainsi que ses potentialités de construction : de favoriser un développement urbain en lien avec les infrastructures de transport en commun, de maîtriser son développement économique de manière durable, de préserver ses espaces naturels et cônes de vue paysagers sensibles, de développer ses modes de déplacement doux et de maîtriser sa croissance démographique.

Les objectifs à poursuivre reposent donc sur les priorités suivantes :

- rechercher des formes urbaines qualitatives adaptées aux différents secteurs de la commune, permettant de participer à la densification du tissu urbain existant ;
- assurer une urbanisation la plus économe possible en foncier, dans une logique de développement durable en limitant la consommation de l'espace ;
- poursuivre la politique d'urbanisation et de densification en lien avec les axes de transport en commun ;
- gérer l'implantation et le développement des activités économiques dans une exigence de développement durable et en cohérence avec les orientations du SCOT ;
- conforter le centre-ville de la commune comme espace plurifonctionnel ;
- accompagner la croissance démographique, en compatibilité avec le Plan Local de l'Habitat ;
- mener une politique de l'habitat adaptée et permettant notamment le développement du parc de logements locatifs aidés mais également de diversifier les offres de logements ;
- mener une politique d'écoconstruction : choix des matériaux et recyclage, optimisation énergétique, performance et durabilité des constructions ;

- préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers ainsi que les continuités écologiques ;
- préserver le paysage et mettre en valeur les cônes de vue ;
- minimiser l'impact de la voiture en ville.

Au titre de l'article L. 153-11 du Code de l'Urbanisme, Madame le Maire expose au Conseil Municipal les objectifs poursuivis par la commune et motivant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme :

- **Préserver les espaces naturels et agricoles du territoire communal**, identifiés par le SCOT et d'intérêt plus local, en ce qu'ils constituent des réservoirs pour la biodiversité ;
- **Définir et préserver les corridors et continuités écologiques ;**
- **Etablir un projet qui permette de préserver les paysages caractéristiques de la commune :**
 - o en repérant les cônes de vue sur les espaces naturels et le grand paysage, notamment la visibilité sur les vignes de Carra et le Salève,
 - o en maintenant la concentration du développement dans des limites claires de l'urbanisation afin de préserver et de mettre en valeur les coupures vertes et cônes de vue ;
- **Repérer les éléments identitaires du patrimoine bâti et assurer leur mise en valeur, mais aussi leur évolution dans le cadre de réhabilitations ;**
- **Tenir compte des dispositions du Plan Climat Air Energie Territorial pour :**
 - o améliorer la performance énergétique du parc de logements du territoire,
 - o intégrer la qualité de l'air dans la planification urbaine,
 - o développer les mobilités durables en préservant la qualité de l'air,
 - o chercher à décliner la planification énergétique dans le PLU ;
- **Maîtriser la croissance démographique pour permettre à la commune :**
 - o de tendre au maximum à respecter les objectifs votés du PLH ainsi que les dispositions du SCoT,
 - o de garantir l'usage des équipements publics et permettre leur extension si nécessaire ;
- **Fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace** autour d'une stratégie générale en compatibilité avec le SCoT de la région d'Annemasse ;
- **Organiser le développement urbain** dans un souci de limiter la consommation d'espace et de maintenir les terres agricoles :
 - o en priorisant le développement du tissu urbain existant par une réflexion sur la programmation de son urbanisation,
 - o en maintenant une politique de développement maîtrisée axée notamment sur le renforcement du centre-ville et sur les secteurs desservis par les transports en commun,
 - o en adaptant les formes urbaines et la densité selon les secteurs identifiés du territoire communal, tout en développant une typologie d'habitat et une architecture qualitative,
 - o en étudiant les possibilités de renouvellements urbains et la densification de certains îlots ;
- **Favoriser la mixité sociale en imposant la réalisation de logements sociaux** afin :
 - o de rattraper le retard de production de logements sociaux en respectant les orientations du PLH et en anticipant les enquêtes triennales de l'Etat,
 - o appliquer un taux progressif de logement locatif social (LLS) dans toutes les opérations de taille significative,

- identifier les ressources foncières permettant de produire des opérations complètes de LLS y compris grâce au renouvellement urbain,
- de diversifier l'offre de logements (type d'accès, typologies) ;
- **Etudier et prévoir l'intégration de la ZAC Etoile au reste de la commune :**
 - anticiper la transition des formes urbaines du tissu voisin existant et/ou futur en cohérence avec les futurs aménagements de la ZAC,
 - anticiper les possibilités de raccords des cheminements mode doux ;
- **Chercher à assurer une continuité piétons/cycles claire et sécurisée entre le centre-ville et ses quartiers d'habitations en compatibilité avec le SCOT et le schéma cyclable ;**
- **Approfondir les orientations économiques et commerciales du PLU en cohérence avec le SCOT et encadrer leur développement, notamment dans la zone d'activités ;**
- **Conforter le centre-ville en tant que secteur principal d'accueil du commerce de proximité et de fréquence d'achat hebdomadaire ;**
- **Préserver les espaces agricoles existants ;**
- **Prendre en compte la dimension « tourisme vert » en recensant les chemins ruraux comme par exemple le long du Foron.**

Modalités et principes de la concertation

Conformément aux articles L. 153-11 et L. 103-2 du Code de l'Urbanisme, il convient de définir les modalités et principes de la concertation pendant toute la durée de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Cette démarche doit permettre d'associer l'ensemble du public (société civile, associations locales, habitants, représentants de groupes professionnels...) en lui permettant de prendre connaissance du projet et de son avancement, de participer au processus de révision et de s'impliquer dans le projet, d'exprimer ses opinions et avis.

La concertation s'effectuera selon les modalités suivantes :

- mise à disposition du public durant toute la phase de concertation des éléments d'études (comprenant au moins la synthèse du diagnostic et le projet de PADD) au fur et à mesure de leur avancement, sur le site internet de la mairie (www.vlg.fr) et en mairie, Place du Passage à l'An 2000, 74100 Ville-la-Grand aux heures et jours habituels d'ouverture soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00 ;
- mise à disposition de registres spécifiques à compter de l'affichage de la présente délibération et jusqu'à l'arrêt du projet d'élaboration du projet de révision générale par le Conseil Municipal. Ce registre destiné aux observations de toute personne intéressée, sera mis à disposition du public, en mairie, Place du Passage à l'An 2000, 74100 Ville-la-Grand, aux heures et jours habituels d'ouverture soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00.
- organisation d'au moins deux réunions publiques, dont une sur le projet d'aménagement et de développement durable ;
- informations sur les différentes étapes de la procédure depuis le site internet de la mairie (dont les réunions publiques) ;
- zoom d'informations dédié à l'avancement de la procédure dans le bulletin municipal ;
- communiqués spécialement dédiés à la révision ;
- pendant toute la durée d'élaboration du projet de révision générale, le public pourra également formuler ses observations et remarques par voie postale à Madame le Maire à l'adresse suivante : Mairie de Ville-la-Grand, Place du Passage à l'An 2000, B.P. 400, 74108 Ville-la-Grand Cedex.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITÉ ;**

DECIDE de prescrire la révision générale du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément à l'article L. 153-11 du Code de l'Urbanisme ;

DECIDE de solliciter l'État, conformément à l'article L.132-15 du Code de l'urbanisme, afin qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration ou la révision du PLU (articles L.1614-1 et L.1614-3 du Code Général des Collectivités Territoriales) ;

APPROUVE les objectifs poursuivis par la révision générale du Plan Local d'Urbanisme et les modalités de concertation définies en application des articles L. 153-11 et L. 103-2 du Code de l'Urbanisme ;

AUTORISE Madame le Maire à :

- conduire cette procédure, conformément aux dispositions des articles L. 153-11 du Code de l'Urbanisme,
- mettre en œuvre l'ensemble de ces modalités et à procéder à ce titre à toute autre mesure d'information du public,
- prendre toute décision et signer tout document, toute pièce administrative ou comptable nécessaire à l'exécution de la présente délibération,
- assurer les formalités de publicité et d'information telles que décrites dans le Code de l'Urbanisme.

La présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées, conformément aux articles L. 153-11, L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme :

- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Président du Conseil Régional,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental,
- Monsieur le Président d'Annemasse – Les Voirons Agglomération au titre du SCoT de la région d'Annemasse, du Plan Local de l'Habitat et des transports urbains,
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
- Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture.

Les personnes et autorités visées aux articles L. 132-12 et L. 132-13 du Code de l'Urbanisme seront consultées, à leur demande, au cours de la procédure de révision du PLU.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant 1 mois, mention de cet affichage sera faite dans un journal diffusé dans le département conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme.

Chacune de ces mesures de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier pourra être consulté.

Délibération n°2017-031 : INTERCOMMUNALITE – Opposition au transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la Communauté d'Agglomération Annemasse - Les Voirons - Agglomération et engagement d'une étude d'impacts du transfert

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-17 ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR), et notamment son article 136 ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU les débats intervenus en Bureau Communautaire d'Annemasse Agglo dans sa séance du 15 décembre 2016 ;

Madame la Maire rappelle au Conseil Municipal que l'article 136 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'« accès au logement et à un urbanisme rénové » dite « loi ALUR » a instauré le transfert automatique de la compétence plan local d'urbanisme (PLU) des communes aux intercommunalités à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la publication de la loi, soit à compter du 27 mars 2017.

Ce même article indique également que « Si, dans les trois mois précédant le terme du délai de trois ans mentionné précédemment, au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent, ce transfert de compétences n'a pas lieu.

La commune de Ville La Grand dispose d'un Plan Local d'Urbanisme communal, en vigueur depuis le 13/06/06, dont la procédure de révision générale va être lancée

Sur le territoire d'Annemasse Agglomération, chacune des douze communes est dotée d'un PLU ou d'un POS valant PLU ; plusieurs PLU sont également en cours de révision générale.

Annemasse Agglo est par ailleurs la structure porteuse du Schéma de Cohérence Territoriale approuvé en 2007 et actuellement en cours de révision, ainsi que du Programme Local de l'Habitat (2012), du Plan de Déplacements Urbains (2014) et du Plan Climat-Air Energie Territorial (2016).

Dans sa séance du 15 novembre 2016, les membres du Bureau Communautaire d'Annemasse Agglo ont débattu du transfert automatique de la compétence « plan local d'urbanisme » par les communes à l'intercommunalité.

Après avoir étudié les scénarii possibles quant à ce transfert de compétence et à l'issue des débats, un consensus s'est dégagé en faveur d'une opposition à ce transfert de compétence à court terme, notamment pour les motifs suivants :

- **plusieurs communes sont en cours de révision générale de leur document communal et souhaitent l'aboutir,**
- **l'Agglomération ne dispose pas actuellement des moyens lui permettant d'exercer la compétence, notamment dans la mesure où elle porte déjà la révision du SCOT, en collaboration avec ses communes membres.**

Toutefois, la discussion reste ouverte pour une prise de compétence à moyen terme, afin de coordonner au mieux l'urbanisme dans un contexte territorial de plus en plus complexe supportant un développement démographique et urbain soutenu.

Ainsi et en parallèle, les travaux relatifs à la révision du SCOT, et tout particulièrement aux études « lignes directrices » destinées à « zoomer » sur certains secteurs ou thématiques du SCOT, permettront d'associer les douze communes membres de l'Agglomération dans une optique collaborative et de concrétiser des habitudes de travail en commun.

Dans ce cadre, le Bureau Communautaire a validé l'engagement du lancement d'une étude courant 2017, visant à évaluer les impacts d'un transfert de compétence à plus long terme et à proposer des principes méthodologiques pouvant guider l'exercice de cette compétence par Annemasse Agglo.

En conséquence, Madame la Maire propose au Conseil Municipal de :

- s'opposer au transfert automatique de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » ;
- demander à Annemasse Agglo de prendre acte de cette décision ;
- de participer au travail à mener dans le cadre de l'étude préalable destinée à évaluer les conséquences du transfert de la compétence.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITÉ ;**

S'OPPOSE au transfert automatique de la compétence « Plan Local d'Urbanisme ».

DEMANDE à Annemasse Agglo de prendre acte de cette décision.

DECIDE de participer au travail à mener dans le cadre de l'étude préalable destinée à évaluer les conséquences du transfert de la compétence.

Délibération n°2017-032 - POLITIQUE DE LA VILLE/HABITAT/LOGEMENT – Convention pour portage foncier par l'EPF74 – Parcelles A n°1022, 5 rue de la Rotonde

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-23 ;

VU l'arrêté de la DDT n°2016-1814 du 14 décembre 2016 ;

VU l'arrêté de l'EPF74 n°2017-01 du 10 janvier 2017 ;

VU le projet de convention pour portage foncier de l'EPF 74 pour l'acquisition du bien sis 5, rue de la Rotonde ;

Madame la Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune est placée en carence suite à l'arrêté préfectoral n°2014-276-0008 du 03/10/14 au titre du manque de logements sociaux.

Suite au dépôt de la déclaration d'intention d'aliéner des époux VEILLARD, la commune a demandé au Préfet de préempter le bien sis 5, rue de la Rotonde, ce dernier étant situé dans un secteur repéré par le plan foncier. Cette acquisition participe à la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction permettant la réalisation des objectifs fixés dans le Programme Local de l'Habitat ou déterminés en application du premier alinéa de l'article L.302-8 du Code de la Construction et l'Habitat.

De ce fait, dans le cadre de sa délégation du DPU, le préfet a mandaté l'EPF 74 pour acquérir à l'amiable le bien des époux VEILLARD.

En conséquence, l'acquisition desdits biens entre dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention de l'EPF 74 (2014/2018) - volet « logements : opérations avec un minimum de 30% de logements aidés dont 25% en locatif social » moyennant un portage sur 10 ans avec remboursement par annuités.

L'EPF 74 a donc préempté le bien sis 5, rue de la Rotonde et cadastré section A n°1022 au prix de 400 000,00 € dans le cadre de cette délégation.

Aujourd'hui, il convient d'approuver les modalités de portage foncier. La commune s'engage notamment :

- au remboursement à l'EPF 74 de l'investissement réalisé par annuités constantes sur 10 ans (y compris des travaux réalisés dans d'un proto-aménagement). La première phase de remboursement interviendra un an après la date de signature de l'acte d'acquisition,
- au remboursement annuel des frais annexes tels que les charges liées à la propriété du bien (taxe foncière, assurance, géomètre...),
- au règlement annuel des frais de portage soit 2,08% sur le capital restant dû et sur les frais annexes.

En conséquence, Madame la Maire propose au Conseil Municipal d'approuver les modalités de portage foncier de l'EPF 74, ci-dessus énumérées pour l'acquisition du bien sis 5, rue de la Rotonde et cadastré section A n°1022.

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITE ;**

APPROUVE les modalités de portage foncier de l'EPF 74, ci-dessus énumérées pour l'acquisition du bien sis 5, rue de la Rotonde et cadastré section A n°1022.

AUTORISE Madame la Maire à signer les documents relatifs à ce portage foncier.

Délibération n°2017-033 : VOIRIE – Numérotation Parcelles B n°2517-2518 sises rue du Soleil Levant

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-23 ;

VU la demande de numérotation de M. Mickaël GUILLIN en date du 19/01/17 ;

Madame la Maire informe le Conseil Municipal qu'en vue de l'achèvement de ses travaux de construction, Monsieur Mickaël GUILLIN a sollicité la commune en date du 19/01/17 afin que soit numéroté son bien cadastré section B n°2517-2518 – rue du Soleil Levant.

En conséquence, Madame la Maire propose au Conseil Municipal de procéder à la numérotation de la construction sise rue du Soleil Levant et cadastrée section B n°2517-2518, comme indiqué ci-dessous :

Adresse actuelle	Adresse future
rue du Soleil Levant sans numéro	appartement n°1 : 22, rue du Soleil Levant appartement n°2 : 22 A, rue du Soleil Levant

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITE ;**

APPROUVE la numérotation de la construction sise rue du Soleil Levant et cadastrée section B n°2517-2518 comme indiqué ci-dessous :

Adresse actuelle	Adresse future
rue du Soleil Levant sans numéro	appartement n°1 : 22, rue du Soleil Levant appartement n°2 : 22 A, rue du Soleil Levant

AUTORISE Madame la Maire à signer tous les documents relatifs à cette numérotation.

Délibération n°2017-034 : VOIRIE – Numérotation Immeuble « Villa Gabriella »

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-23 ;

VU la demande de numérotation de M. Mickaël GUILLIN en date du 19/01/17 ;

Madame la Maire informe le Conseil Municipal que la société FRANCO SUISSE- 2 LACS a sollicité la commune en date du 21 décembre 2016 afin qu'elle procède à la numérotation de son programme immobilier « Villa Gabriella » sis 15, rue des Voirons, sachant que l'immeuble comprend deux entrées distinctes (n°1 : logements sociaux / n°2 : logements à l'accession).

En conséquence, Madame la Maire propose au Conseil Municipal de procéder à la numérotation de l'immeuble « Villa Gabriella » sise 15, rue des Voirons, comme indiqué ci-dessous :

Adresse actuelle	Adresse future
15, rue des Voirons	entrée n°1 : 15 A, rue des Voirons entrée n°2 : 15 B, rue des Voirons

Après exposé et en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
A L'UNANIMITE ;**

APPROUVE la numérotation de l'immeuble « Villa Gabriella » sise 15, rue des Voirons, comme indiqué ci-dessous :

Adresse actuelle	Adresse future
15, rue des Voirons	entrée n°1 : 15 A, rue des Voirons entrée n°2 : 15 B, rue des Voirons

AUTORISE Madame la Maire à signer tous les documents relatifs à cette numérotation.

La séance est levée à 21h48.

La Maire,
Nadine JACQUIER

